



ⴰⴳⴷⴰⵏ

Allocution d'ouverture de Madame la Ministre

Retraite des Quinze Ministres des Finances de
l'Union Africaine (Rabat, 13-14 juin 2022)

ⴰⴳⴷⴰⵏ

13 juin 2022

9H00

Madame la Vice-Présidente de la Commission de l'Union Africaine

Honorables Ministres Membres du Comité F15

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je suis particulièrement ravie et honorée de prendre la parole à l'ouverture de cette retraite ministérielle du Comité des Quinze Ministres des Finances de l'Union africaine, le Comité F15, qui se tient pour la première fois au Royaume du Maroc.

Je voudrais, à cette occasion, vous souhaiter la bienvenue au Maroc et un agréable séjour dans cette belle ville de Rabat, Capitale administrative, mais aussi Capitale culturelle, du Royaume. J'espère que vous aurez, toutes et tous, le temps de découvrir quelques facettes de cette ville centenaire qui alterne modernité et authenticité avec grâce et fierté.

Permettez-moi, également, de rendre un hommage appuyé à Son Excellence Dr Monique **NSANZABAGANWA**, Vice-Présidente de la Commission de l'Union Africaine, pour le travail considérable accompli, sous son leadership, par les services compétents de la Commission, en parfaite collaboration avec les équipes du Ministère de l'Economie et des Finances et leurs homologues du Ministère en charge des Affaires Etrangères, pour assurer la réussite de cette retraite.

Mes vifs remerciements vont également aux éminentes personnalités venues rehausser de leur présence effective cette session inaugurale.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Nous nous réjouissons du choix du Royaume du Maroc pour accueillir cette retraite ministérielle du Comité F15, la première depuis plus de deux ans, et nous y voyons une reconnaissance fort appréciée des efforts déployés par notre pays et de son engagement en faveur de l'Union africaine, au cours des dernières années.

Ce choix reflète aussi la confiance que placent nos partenaires africains dans le Royaume du Maroc qui a toujours fait de la coopération Sud-Sud avec les autres pays africains un choix stratégique, porté par le leadership éclairé de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, et fondé sur une vision globale et équilibrée du développement de notre continent.

Pour concrétiser cette vision, le Royaume du Maroc a considérablement renforcé ses relations de coopération bilatérales avec les autres pays africains au cours des deux dernières décennies, tout en œuvrant pour développer de nouveaux partenariats gagnant-gagnant, à la faveur des multiples visites officielles effectuées par Sa Majesté le Roi en Afrique.

Ces visites royales – au nombre de 50 dans plus de 30 pays africains depuis l'an 2000 – ont permis de conclure plus de mille accords de coopération qui ont contribué à baliser le terrain pour les opérateurs économiques, dans nos pays, pour lancer des projets d'investissement à fort impact dans plusieurs régions du continent.

L'engagement Royal en faveur du continent s'est accompagné par la mise en place d'un cadre juridique plus propice au développement des flux commerciaux et d'investissement, à travers la conclusion de plusieurs Accords de promotion et de protection des investissements, l'assouplissement de la réglementation du contrôle des changes pour renforcer les investissements marocains en Afrique et la dynamisation des commissions mixtes bilatérales tendant à renforcer la coopération sectorielle, avec une importance particulière accordée au renforcement des capacités et au transfert de l'expertise et du savoir-faire.

Le Maroc œuvre également pour mettre sa position géographique privilégiée au service du développement du continent africain, en se positionnant comme hub économique et financier régional et trait d'union entre l'Afrique, l'Europe et le Moyen Orient. Je citerais, à cet égard, le rôle que joue la place financière de Casablanca, qui contribue de plus en plus à canaliser les capitaux internationaux vers des projets d'investissement en Afrique, aidée, en cela, par l'attrait particulier que suscite notre continent et le dynamisme de sa croissance.

Grâce à cette dynamique renouvelée des relations économiques entre le Maroc et les autres pays de l'Afrique, le Maroc s'affiche, aujourd'hui, comme le premier investisseur africain en Afrique de l'Ouest et le deuxième sur le continent.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Organisée sous le thème « *Au-delà de la pandémie de la COVID-19 et du conflit Ukrainien : Renforcer la résilience des économies africaines et la viabilité financière de l'Union Africaine* », cette retraite du Comité F15 arrive à point nommé, dans un contexte particulièrement difficile pour notre continent, et à l'heure où le monde entier subit de plein fouet les conséquences d'une crise sanitaire sans précédent, doublée d'une crise géopolitique de grande ampleur.

En effet, depuis 2020 et l'éclatement de la crise économique engendrée par la pandémie de COVID-19 qui a plongé notre continent dans une récession pour la première fois depuis des décennies, les économies africaines font face à une crise quasi-existentielle, qui remet en question la soutenabilité de nos modèles de croissance, la viabilité de nos finances publiques et l'efficacité de nos systèmes de protection sociale.

La crise ukrainienne est venue exacerber ces défis, en aggravant les risques sur la sécurité alimentaire et énergétique du continent, réduisant davantage les marges de manœuvre budgétaires et extérieures de nos pays. En raison de cette conjonction de circonstances aggravantes, l'économie mondiale, et les économies africaines en particulier, se trouvent, aujourd'hui, face à une spirale inflationniste dont l'issue est difficilement perceptible à court terme.

Pour notre continent, le coût de cette situation pourrait, si nous n'agissons pas rapidement et collectivement, provoquer un recul considérable des progrès accomplis à l'échelle continentale en matière de réduction de la pauvreté et des inégalités et rendre nos économies encore plus vulnérables aux chocs extérieurs dans un environnement mondial instable.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Au-delà de son impact direct sur les économies africaines, la crise actuelle, de par son ampleur inégalée et sa durée imprévisible, pourrait remettre en cause la viabilité financière de notre grande famille institutionnelle qu'est l'Union africaine, soit en incitant les partenaires internationaux à réduire les financements accordés à l'Union, soit en réduisant les capacités contributives des Etats membres, confrontés à une pression accrue sur les finances publiques.

Dans ce contexte, repenser le modèle de financement de notre Union s'impose avec acuité si nous voulons garder le cap de l'objectif que nous nous sommes fixé depuis 2015 à Johannesburg, pour un financement durable, prévisible, équitable et responsable de l'Union africaine.

Notre Comité F15, fortement engagé dans la dynamique des réformes budgétaires et financières lancées par l'Union africaine ces dernières années, est sans doute l'organe le mieux placé pour mener cette réflexion stratégique, avec, comme objectif, de formuler une vision globale sur la voie à suivre pour apporter des réponses concrètes aux défis du financement de notre institution.

Au cœur de cette vision, la performance budgétaire de l'Union africaine devrait être érigée comme une priorité de premier ordre, en vue d'opérer cette transition, tant espérée, d'une logique des moyens vers une logique des résultats. En effet, les contraintes de financement qui pèsent aujourd'hui sur le budget de l'Union devraient nous inciter, non seulement à rechercher des sources de financement additionnelles, mais surtout à optimiser l'utilisation des ressources disponibles.

A cet égard, je souhaiterais saisir cette occasion pour vous soumettre, Honorables membres du Comité F15 et Hauts dirigeants de la Commission de l'Union africaine, l'idée de la mise en place d'un groupe de travail rattaché à ce Comité, qui servirait de plateforme de réflexion et de proposition sur les moyens de renforcer la performance du budget de l'Union africaine et d'améliorer l'efficacité de ses dépenses.

Je suis intimement convaincue qu'un tel mécanisme de concertation, qui pourrait prendre la forme d'un sous-comité restreint, permettra, grâce à son agilité fonctionnelle et son mandat focalisé sur la performance budgétaire, de faire émerger des recommandations concrètes pour accompagner la Commission de l'Union africaine dans la mise en place d'une véritable démarche de performance.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Nos concitoyens africains appellent de leurs vœux une Union Africaine forte, dynamique et capable d'apporter des solutions tangibles aux différentes problématiques auxquelles font face les pays du continent.

La réalisation de cette aspiration légitime reste, néanmoins, tributaire de l'intensification des efforts de toutes les parties engagées dans le processus de réformes institutionnelles initiées par l'Union depuis 2016, sous l'impulsion de Son Excellence, Paul Kagame, Président du Rwanda.

Cette retraite constitue, ainsi, l'occasion pour le Comité F15 et l'ensemble de ses membres de réitérer leur engagement en faveur des réformes enclenchées par la Décision de Kigali, visant à promouvoir une culture budgétaire et financière axée sur les principes de bonne gouvernance et de reddition des comptes au sein de l'Union.

C'est aussi l'occasion de saluer les efforts soutenus, déployés par la Commission de l'Union Africaine, qui ont permis des avancées notables dans la mise en œuvre des réformes institutionnelles dans ses composantes les plus importantes, telles que la mise en place d'une plateforme technologique garantissant une plus grande transparence dans les processus de recrutement du personnel de l'Union et le respect de l'ensemble des règles d'or dans l'élaboration du budget 2022.

Avant de conclure, je voudrais réaffirmer, à nouveau, l'attachement du Royaume du Maroc au renforcement de ses relations de coopération économique avec ses confrères africains, fidèle, en cela, au principe de solidarité agissante qui a toujours guidé son action sur la scène africaine, conformément aux Hautes Orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Que Dieu l'Assiste.

A ce titre, je saisi l'occasion qui m'est offerte pour vous adresser, honorables Ministres et distingués participants, une invitation pour prendre part à la réunion des ministres des finances du Caucus africain, prévue à Marrakech du 4 au 6 juillet 2022, et qui mettra l'accent sur les défis majeurs auxquels sont confrontés les pays africains, notamment le surendettement, l'insécurité alimentaire, les fragilités et l'adaptation aux changements climatiques.

Je souhaite plein succès aux travaux de cette retraite et un agréable séjour au Maroc à tous les participants.

Je vous remercie.